



**Rapport de gestion
de Groupe Alithya inc.**

Trimestre et semestre clos le
30 septembre 2021

Table des matières

	Page	
1.	Mode de présentation	1
2.	Énoncés prospectifs	1
3.	Survol de l'entreprise	2
4.	Plan d'affaires stratégique	5
5.	Faits saillants	6
6.	Regroupement d'entreprises	7
7.	Mesures non conformes aux IFRS	9
8.	Résultats d'exploitation	11
8.1	Revenus	11
8.2	Marge brute	12
8.3	Informations sectorielles	13
8.4	Charges d'exploitation	14
8.5	Autres résultats nets et charges	17
8.6	Perte nette et résultat par action	18
9.	BAIIA et BAIIA ajusté	19
10.	Nouveaux contrats	20
11.	Liquidité et ressources en capital	21
11.1	Tableaux consolidés des flux de trésorerie	21
11.2	Flux de trésorerie – activités d'exploitation	21
11.3	Flux de trésorerie – activités d'investissement	22
11.4	Flux de trésorerie – activités de financement	23
11.5	Ressources en capital	23
11.6	Dettes à long terme et emprunt bancaire net	23
11.7	Obligations contractuelles	26
11.8	Arrangements hors bilan	26
12.	Capital-actions	26
12.1	Capital émis	26
12.2	Régime de rachat d'actions	27
12.3	Régime incitatif à long terme	27
12.4	Options sur actions	28
12.5	Unités d'actions différées	29
12.6	Unités d'actions incessibles	29
12.7	Droits à la valeur d'actions liés au rendement	29
13.	Parties liées	30
14.	Résumé sur huit trimestres	31
15.	Estimations comptables critiques	32
16.	Nouvelles normes et interprétations publiées, mais non encore entrées en vigueur	32
17.	Risques et incertitudes	33
18.	Évaluation par la direction de nos contrôles et procédures de communication de l'information	33

1. Mode de présentation

Le présent rapport de gestion passe en revue les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de Groupe Alithya inc. pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2021. Dans le présent rapport de gestion, les termes « Alithya », « Société », « Groupe », « nous », « nos » ou « notre » renvoient à Groupe Alithya inc. et à ses filiales ou à l'une ou l'autre d'entre elles, selon le contexte. Le présent document doit être lu parallèlement aux informations présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires (les « états financiers pour le T2 ») et les notes des états financiers de la Société pour le trimestre et le semestre clos les 30 septembre 2021 et 2020, ainsi qu'aux états financiers consolidés audités et au rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Ces documents, ainsi que la notice annuelle de la Société et l'information supplémentaire portant sur ses activités se trouvent sous le profil de la Société sur le site Web du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR »), à l'adresse www.sedar.com, ainsi que sur le site Web de l'Electronic Data Gathering, Analysis, and Retrieval system (« EDGAR »), à l'adresse www.sec.gov.

Aux fins de présentation de l'information, la Société a dressé les états financiers pour le T2 en dollars canadiens, en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire qui figure dans les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») établies par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Dans le présent rapport de gestion, sauf indication contraire, tous les montants en dollars (\$) sont exprimés en dollars canadiens, et toute mention du symbole « \$ US » désigne le dollar américain. Les variations, les ratios et les variations en pourcentage dans le présent rapport de gestion ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

Le présent rapport de gestion comporte des mesures financières conformes et non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Sauf indication contraire, lors de la préparation du présent rapport de gestion, la Société a tenu compte de l'information disponible jusqu'au 10 novembre 2021, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société (le « Conseil ») a approuvé le présent rapport de gestion et les états financiers pour le T2.

2. Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient constituer de l'« information prospective » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens attribué à « forward looking statements » dans la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et d'autres dispositions applicables portant sur les règles refuges américaines (collectivement, les « énoncés prospectifs »). Les énoncés qui ne se rapportent pas exclusivement à des faits historiques ainsi que les énoncés portant sur les attentes de la direction à l'égard de la croissance, des résultats d'exploitation et du rendement futur et des perspectives d'affaires d'Alithya, et d'autres énoncés portant sur la stratégie commerciale et les plans d'Alithya ou se rapportant à des caractérisations de situations ou d'événements futurs constituent des énoncés prospectifs. Ces énoncés renferment souvent les termes et expressions « s'attend à », « entend », « prévoit », « prédit », « croit », « cherche à », « estime », « peut », « doit », « continue », « projette », « cible » et des termes ou expressions similaires ou des variantes de ceux-ci, ainsi que des verbes au futur ou au conditionnel, mais ce ne sont pas tous les énoncés prospectifs qui contiennent ces termes et expressions particuliers.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion font état, notamment, de renseignements ou de déclarations au sujet des éléments suivants : i) notre capacité à générer des revenus suffisants pour soutenir nos activités; ii) notre capacité à tirer parti des occasions d'affaires et à atteindre nos objectifs fixés dans notre plan stratégique couvrant les trois à cinq prochaines années; iii) notre aptitude à développer de nouvelles activités, à élargir l'étendue de notre gamme de services et à conclure de nouveaux contrats; iv) notre stratégie, nos activités futures et nos perspectives d'avenir; v) notre besoin de réunir des capitaux additionnels et nos estimations concernant nos besoins futurs en matière de financement et d'immobilisations; vi) nos attentes concernant notre rendement financier, y compris nos revenus, notre rentabilité, nos travaux de recherche et de développement, nos frais, nos marges brutes, nos liquidités, nos ressources en capital et nos dépenses en immobilisations; vii) notre capacité à réaliser les synergies ou les économies de coûts prévues liés à l'intégration de nos acquisitions d'entreprises; et viii) les répercussions de la pandémie de COVID-19 et des mesures d'intervention connexes sur nos activités commerciales, nos résultats financiers et notre situation financière et ceux de nos clients, ainsi que sur l'économie en général.

Les énoncés prospectifs visent uniquement à aider notamment les investisseurs à comprendre les objectifs, les stratégies et les perspectives d'affaires d'Alithya ainsi que son cadre d'exploitation prévu, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Même si la direction estime que les attentes projetées dans les énoncés prospectifs d'Alithya étaient raisonnables à la date à laquelle ceux-ci ont été formulés, il n'en demeure pas moins que les énoncés prospectifs reposent sur des opinions, des hypothèses et des estimations établies par la direction et, par conséquent, sont assujettis à divers risques et incertitudes et à d'autres facteurs, dont bon nombre échappent à la volonté d'Alithya et qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont indiqués, de façon expresse ou implicite, dans ces énoncés. Ces risques et incertitudes comprennent, notamment, les facteurs énoncés dans la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion et du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2021, ainsi que dans les autres documents rendus publics par Alithya, y compris les documents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada et des États-Unis à l'occasion et que l'on peut consulter sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov. D'autres risques et incertitudes dont Alithya n'a actuellement pas connaissance ou qu'elle juge actuellement comme étant négligeables pourraient avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière, son rendement financier, ses flux de trésorerie, son entreprise ou sa réputation.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont visés par les présentes mises en garde et sont à jour uniquement à la date du présent rapport de gestion. Alithya décline expressément toute obligation de mettre à jour ou de modifier tout énoncé prospectif, ou les facteurs ou hypothèses sur lesquels reposent ces énoncés, que ce soit pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison, à moins que les lois applicables l'y obligent. Les investisseurs sont priés de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisque les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux-ci.

3. Survol de l'entreprise

Alithya offre des conseils en matière de stratégie et de transformation numérique par l'entremise de plus de 3 400 professionnels au Canada, aux États-Unis et en Europe et accompagne ses clients dans la poursuite de l'innovation et de l'excellence, ainsi que dans l'atteinte de leurs objectifs d'affaires par une utilisation optimale des technologies numériques.

Alithya déploie des solutions, des services et des compétences de pointe afin d'élaborer des outils conçus pour satisfaire les besoins uniques des clients de différents secteurs d'activité, comme le secteur des services financiers, manufacturier, de l'énergie renouvelable, des télécommunications, du transport et de la logistique, des services professionnels, de la santé et du gouvernement.

Offre de services

Les services d'Alithya comprennent un éventail complet de services de technologies numériques répondant aux besoins des clients, soit :

- **Stratégie d'affaires.** Alithya dirige ses clients tout au long du processus de prise de décision, notamment en ce qui concerne la planification stratégique, la gestion du changement, l'évolution des systèmes, les processus opérationnels, etc.. En utilisant les méthodologies les plus répandues, nous aidons nos clients à maximiser leur efficacité et à tirer leur épingle du jeu en cette ère de transformation numérique. Nous produisons des résultats grâce à divers services liés à la stratégie d'affaires, notamment des services de conseil stratégique, de transformation numérique, de gestion de la performance organisationnelle et d'architecture d'entreprise.
- **Services applicatifs.** Les experts d'Alithya guident les clients à travers toutes les facettes des services applicatifs, de la migration des systèmes patrimoniaux jusqu'à l'adoption de solutions numériques d'avant-garde, en passant par la mise au point de solutions complètement nouvelles fondées sur les technologies les plus avancées. Nos experts aident aussi les clients à effectuer des choix parmi les solutions et les stratégies d'hébergement infonuagiques, sur site ou hybrides. Les services applicatifs fournis par Alithya comprennent le développement d'applications numériques (DevOps), la modernisation des systèmes patrimoniaux, l'ingénierie logicielle et de contrôle, les infrastructures infonuagiques, l'assurance-qualité et le test automatisé.
- **Solutions d'entreprise.** En s'associant à des partenaires clés dans l'industrie, dont certains des plus importants fournisseurs de solutions d'infonuagique d'entreprise au monde, les experts d'Alithya aident les clients à déployer à l'échelle de leur entreprise des systèmes qui augmenteront leur efficacité sur le plan des finances, du capital humain, de l'exploitation et de la commercialisation. Les services liés aux solutions d'entreprise fournis par Alithya incluent notamment la planification des ressources d'entreprise (ERP), la gestion du rendement de l'organisation ou de l'entreprise (CPM/EPM), la gestion des relations clients ou de l'expérience client (CRM/CXM) et la gestion du capital humain (HCM).
- **Données et analyses.** L'analyse des données joue un rôle essentiel dans l'optimisation des processus d'entreprise. Grâce à des systèmes et à du logiciel de TI spécialisés, les scientifiques de données d'Alithya aident les clients à accroître leur compréhension des affaires et à prendre de meilleures décisions d'affaires grâce à une collecte de données améliorée, à l'analyse de mégadonnées, à l'apprentissage automatique et à la production de rapports. Les services de données et d'analyse fournis par Alithya concernent notamment l'intelligence d'affaires, la gestion des données, l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, ainsi que l'Internet des objets (IoT).

Sur le plan géographique, Alithya exerce des activités d'un bout à l'autre du Canada, aux États-Unis et en Europe, et offre une gamme complète de services en stratégie et en technologies numériques, auxquels s'ajoute une connaissance approfondie d'un éventail de technologies et de domaines commerciaux.

Contexte concurrentiel

De nos jours, pour de nombreuses sociétés, les systèmes et les infrastructures numériques représentent l'un des actifs les plus importants et les plus stratégiques. Ces actifs, dont l'acquisition nécessite des investissements importants, agissent de plus en plus comme facteur de différenciation et vecteur de croissance clés pour les clients.

Par conséquent, les entreprises recherchent des solutions leur permettant de continuer de se distinguer de leurs concurrents au moyen de processus d'affaires exclusifs, de même que de produits personnalisés. C'est là où la transformation numérique entre en jeu, car elle invite les sociétés à changer d'approche et à passer des technologies de l'information traditionnelles à des technologies numériques souples.

Alors que les dépenses des entreprises ne cessent d'augmenter dans le domaine de la technologie, les entreprises en technologie numérique comme Alithya s'efforcent de proposer des idées innovatrices et une expertise industrielle verticale approfondie, tout en facilitant la transformation des processus d'affaires grâce à l'utilisation de technologies optimales.

Alithya estime être bien placée pour tirer parti de cette tendance des clients à investir dans les technologies numériques. Le modèle d'entreprise d'Alithya repose sur une philosophie consistant à offrir des solutions souples et créatives qui permettent aux clients de tirer le meilleur parti de leurs investissements dans les technologies numériques. Alithya se positionne elle-même comme un conseiller de confiance et un partenaire de consultation agile capable de produire des résultats rapidement pour ses clients.

Les concurrents d'Alithya comprennent les entreprises d'intégration de systèmes, les sociétés de programmation à forfait, les sociétés de développement d'applications, les fournisseurs de services infonuagiques, les cabinets de services-conseils de grande envergure ou traditionnels, les groupes de services professionnels des sociétés de matériel informatique, les sociétés de services de gestion des infrastructures et d'impartition et les sociétés de services numériques spécialisées. De plus, Alithya livre concurrence à un nombre important de petites sociétés locales sur les divers marchés géographiques sur lesquels elle exerce des activités.

Alithya rivalise sur la base des principaux facteurs de différenciation suivants : la capacité de fournir des services-conseils en vision et en stratégie, la capacité de fournir des services numériques, le rendement et la fiabilité, la qualité du soutien technique, de la formation et des services, la capacité d'adaptation aux besoins des clients, la réputation et l'expérience, la stabilité financière et la gouvernance d'entreprise solide ainsi que le prix concurrentiel de ses services.

Alithya a également recours aux mesures suivantes pour rivaliser efficacement : a) des investissements permettant de mettre à l'échelle ses secteurs de pratique; b) un modèle de recrutement, de formation et de maintien en poste bien développé; c) un modèle de prestation de services fructueux; d) une culture et une approche intrapreneuriales; e) une vaste banque de références; f) des investissements continus dans l'amélioration des processus et l'accroissement des connaissances; g) des investissements dans les infrastructures et les activités de recherche et de développement; h) un souci constant d'adaptation aux besoins des clients, de la qualité des services et de l'offre de prix concurrentiels; et i) des capacités de gestion de projets et une expertise technique.

4. Plan d'affaires stratégique

Alithya a adopté un plan stratégique d'une durée de trois à cinq ans qui a pour objectif de renforcer sa position et de faire de l'entreprise un chef de file en Amérique du Nord dans le domaine de la transformation numérique.

Selon ce plan, l'ampleur et l'envergure que prendra Alithya devraient lui permettre d'étendre ses activités sur le plan géographique, d'approfondir son expertise, de diversifier son offre intégrée et de se positionner dans la chaîne de valeur pour cibler les segments des services de TI qui connaissent l'essor le plus rapide. La spécialisation d'Alithya dans le domaine des technologies numériques et l'approche flexible qu'elle applique pour déployer des solutions d'entreprise et offrir des solutions adaptées à des objectifs d'affaires précis répondent directement aux attentes des clients.

Plus précisément, Alithya a mis au point un plan à trois volets qui se détaille comme suit :

- Augmenter son ampleur avec de la croissance interne et des acquisitions stratégiques en :
 - générant une croissance interne rentable grâce à l'innovation, aux offres à forte valeur ajoutée et aux relations clients fondées sur la confiance;
 - réalisant des acquisitions d'entreprises porteuses de valeur grâce à une expansion géographique nord-américaine de manière à compléter la présence actuelle sur le marché, tout en ajoutant progressivement d'importantes offres de solutions d'entreprise intégrées et une expertise spécialisée;
- Atteindre un des meilleurs taux d'engagement du personnel en :
 - favorisant une culture de collaboration, de diversité et d'appartenance;
 - veillant au bien-être des employés et à leur épanouissement personnel;
 - investissant dans le perfectionnement de ses leaders et employés;
- Fournir aux investisseurs, aux partenaires et aux parties prenantes un rendement du capital investi croissant à long terme en :
 - renforçant ses relations avec ses clients actuels, à titre de principal conseiller de confiance, en créant de la valeur à long terme;
 - investissant dans l'innovation et dans le développement d'une offre de services à forte valeur ajoutée;
 - agissant de façon responsable, avec une vision durable et respectueuse envers ses parties prenantes.

5. Faits saillants

Résultats d'exploitation (en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Revenus	105 277	68 355	208 198	139 066
Perte nette	(2 777)	(5 491)	(4 809)	(10 020)
Perte de base et diluée par action	(0,03)	(0,09)	(0,06)	(0,17)
BAIIA ¹	2 941	(1 288)	4 523	(1 222)
Marge du BAIIA ¹	2,8 %	(1,9 %)	2,2 %	(0,9 %)
BAIIA ajusté ¹	5 035	824	12 047	4 093
Marge du BAIIA ajusté ¹	4,8 %	1,2 %	5,8 %	2,9 %

Autres (en milliers de dollars)	30 septembre	31 mars
	2021	2021
	\$	\$
Total des actifs	382 567	243 261
Passifs financiers non courants	92 752	33 353
Total de la dette à long terme	84 477	54 951
Emprunt bancaire net ²	29 559	21 100

Actions, options sur actions et unités d'actions en circulation	5 novembre
	2021
Actions à droit de vote subalterne de catégorie A (« actions à droit de vote subalterne »)	76 627 780
Actions à droit de vote multiple de catégorie B (« actions à droit de vote multiple »)	7 321 616
Options ³	4 431 311
Unités d'actions différées (« UAD »)	420 354
Unités d'actions incessibles (« UAI »)	181 498
Droits à la valeur d'actions liés au rendement (« UAR »)	332 263

¹ Il s'agit des mesures financières non conformes aux IFRS définies ci-dessous et accompagnées d'un rapprochement à la mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable. Se reporter à la rubrique ci-dessous, intitulée « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS, selon la définition ci-dessous. Se reporter à la rubrique ci-dessous, intitulée « Mesures non conformes aux IFRS », et à la sous-rubrique 11.6 pour obtenir le montant du calcul.

³ Incluent 810 528 options sur actions pour achat d'actions à droit de vote multiple.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 :

- Les revenus ont connu une hausse de 54,0 % pour atteindre 105,3 M\$, comparativement à 68,4 M\$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Si le taux de change du dollar américain était constant, la hausse consolidée, en pourcentage, se serait établie à 57,0 %.
- Le BAIIA ajusté s'est accru de 511,2 % pour s'établir à 5,0 M\$, ou à 4,8 % en pourcentage des revenus, et ce, par rapport à 0,8 M\$, ou à 1,2 % en pourcentage des revenus, pour le même trimestre de l'exercice précédent.

- La marge brute a connu une hausse de 52,0 % pour s'établir à 28,5 M\$, comparativement à 18,7 M\$ pour le même trimestre de l'exercice précédent.
- La marge brute pour le deuxième trimestre, en pourcentage des revenus, s'est chiffrée à 27,0 %, ou à 29,1 % en excluant les impacts de l'acquisition récente de R3D Conseil inc. (« l'acquisition de R3D »), par rapport à 27,4 % au même trimestre de l'exercice précédent.
- Les charges de vente, générales et administratives, en pourcentage des revenus, se sont établies à 23,6 %, ce qui correspond à une baisse par rapport à 29,5 % au même trimestre de l'exercice précédent.
- La perte nette a connu une baisse pour s'établir à 2,8 M\$ ou 0,03 \$ par action, alors qu'elle atteignait 5,5 M\$, ou 0,09 \$ par action, pour le même trimestre de l'exercice précédent.
- Les nouveaux contrats pour le T2 ont totalisé 90,9 M\$, ce qui s'est traduit par un ratio nouveaux contrats-facturation de 0,86 pour le trimestre. Les nouveaux contrats au cours des douze derniers mois ont totalisé 1 018,3 M\$, ce qui comprend la valeur estimée de 600,0 M\$ des deux contrats à long terme signés dans le cadre de l'acquisition de R3D, ce qui s'est traduit par un ratio nouveaux contrats-facturation de 2,90.
- Amélioration de la structure financière au moyen d'un prêt subordonné non garanti de 10,0 M\$ conclu avec Investissement Québec et d'un prolongement de la facilité de crédit jusqu'au 1^{er} avril 2024 avec une bonification de 10,0 M\$; la facilité de crédit s'élève maintenant à 70,0 M\$.

6. Regroupement d'entreprises

Alithya services TI inc.

Aperçu

Le 1^{er} avril 2021, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de R3D Conseil inc. (maintenant Alithya services TI inc.) (« Alithya TI » ou « R3D »), une société privée du Québec spécialisée dans les solutions numériques.

Le prix d'achat a été payé par l'émission de 25 182 676 actions à droit de vote subalterne de la Société, au prix de 3,20 \$ l'action, ce qui représente le cours de clôture de l'action à la TSX en date du 1^{er} avril 2021, par des paiements en espèces de 978 000 \$ et par la prise en charge de créditeurs et charges à payer et de la dette à long terme, respectivement de 45 000 \$ et de 8 887 000 \$ à la date de clôture. La comptabilisation de cette acquisition et la répartition du prix d'acquisition ont été évaluées de manière provisoire puisque la juste valeur des actifs incorporels et des actifs au titre de droits d'utilisation est en attente d'une évaluation indépendante.

La juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et de la contrepartie de l'acquisition a été établie de manière provisoire, en attendant la réalisation d'une évaluation. Si de nouveaux renseignements sur des faits et des circonstances qui existaient à la date de l'acquisition de R3D étaient obtenus dans l'année suivant cette date et que ces nouveaux renseignements imposaient un ajustement des montants mentionnés ci-dessous ou révélaient des provisions supplémentaires pour des conditions qui existaient à la date de l'acquisition de R3D, les justes valeurs seraient alors révisées. L'acquisition de R3D est comptabilisée à l'aide de la méthode de l'acquisition.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2021, la Société a engagé des coûts d'acquisition connexes d'environ 0 \$ et d'environ 1 646 000 \$. Ces coûts ont été comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net en tant que coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises.

Répartition du prix d'acquisition

La répartition provisoire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge s'établit comme suit :

Acquisition d'Alithya services TI inc. (en milliers de dollars)	\$
Actifs courants	
Trésorerie	577
Débiteurs et autres créances	10 165
Travaux en cours	7 169
Charges payées d'avance	91
	18 002
Actifs non courants	
Crédits d'impôt à recevoir	3 234
Immobilisations corporelles	2 207
Actifs au titre de droits d'utilisation	4 212
Immobilisations incorporelles	52 777
Actifs d'impôts différés	763
Goodwill	40 627
Total des actifs acquis	121 822
Passifs courants	
Créditeurs et charges à payer	15 070
Impôts à payer	155
Revenus différés	125
Tranche courante des obligations locatives	592
Tranche courante de la dette à long terme	8 887
	24 829
Passifs non courants	
Obligations locatives	3 620
Passifs d'impôts différés	11 810
Total des passifs pris en charge	40 259
Actifs nets acquis	81 563

Goodwill

Le goodwill comptabilisé correspond principalement à la valeur économique future attribuée à la rentabilité et à la main-d'œuvre de l'entreprise acquise ainsi qu'aux synergies qui devraient découler de l'intégration d'Alithya TI dans les activités existantes du Groupe. La Société ne prévoit pas que le montant du goodwill sera déductible aux fins de l'impôt.

Contrepartie payée

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur à la date d'acquisition pour chaque catégorie de contrepartie :

Acquisition d'Alithya services TI inc. (en milliers de dollars)	\$
Montants payés en trésorerie	978
Émission de 25 182 676 actions à droit de vote subalterne	80 585
Contrepartie totale transférée	81 563

Contribution d'Alithya TI aux résultats du Groupe

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2021, les activités d'Alithya TI ont généré des revenus respectivement d'environ 15 569 000 \$ et d'environ 35 562 000 \$. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2021, les activités d'Alithya TI ont contribué à la perte nette consolidée du Groupe, leur perte s'élevant respectivement à 805 000 \$ et à 3 820 000 \$, ce qui comprend les coûts d'amortissement qui se rapportent principalement aux relations clients acquises, respectivement de 1 268 000 \$ et de 2 538 000 \$, et les coûts d'acquisition et d'intégration, respectivement de 250 000 \$ et de 3 482 000 \$.

7. Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures qui n'ont pas été établies conformément aux IFRS. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Elles ne sont donc vraisemblablement pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures doivent être vues comme un supplément d'information et non comme une substitution à l'information financière établie conformément aux IFRS.

Les mesures non conformes aux IFRS auxquelles Alithya a recours sont décrites ci-dessous :

- Le terme « BAIIA » désigne le résultat net avant ajustement pour tenir compte de la charge (du recouvrement) d'impôts, des charges financières nettes, de l'amortissement des immobilisations incorporelles, de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation ainsi que de la dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill. La direction est d'avis que le BAIIA est une mesure utile, car elle donne une indication des résultats tirés des principales activités de la Société avant de prendre en compte la manière dont ces activités sont financées et assujetties à l'impôt, ainsi que l'amortissement hors trésorerie. Pour un rapprochement de la perte nette et du BAIIA, se reporter à la rubrique « BAIIA et BAIIA ajusté » ci-après.
- Le terme « marge du BAIIA » désigne le pourcentage du total des revenus que représente le BAIIA pendant une période donnée. Se reporter à la rubrique « BAIIA et BAIIA ajusté » ci-après.
- Le terme « BAIIA ajusté » désigne le résultat net avant ajustement pour tenir compte de la charge (du recouvrement) d'impôts, des charges financières nettes, des opérations de change, de l'amortissement des immobilisations incorporelles, de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation, de la dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill, de la

rémunération fondée sur des actions, des coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises et des coûts de séparation et de mise en œuvre des systèmes ERP internes. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté constitue une mesure utile, car elle donne une indication des résultats tirés des principales activités de la Société avant de prendre en compte la manière dont ces activités sont financées et assujetties à l'impôt, ainsi que les éléments hors trésorerie et les autres éléments susmentionnés. Pour un rapprochement de la perte nette et du BAIIA ajusté, se reporter à la rubrique « BAIIA et BAIIA ajusté » ci-après.

- Le terme « marge du BAIIA ajusté » désigne le pourcentage du total des revenus que représente le BAIIA ajusté pendant une période donnée. Se reporter à la rubrique « BAIIA et BAIIA ajusté » ci-après.
- Le terme « emprunt bancaire net » désigne la dette à long terme, incluant la tranche courante, moins les soldes de prix d'achat, le prêt non garanti subordonné, les billets à ordre non garantis souscrits dans le cadre du *Paycheck Protection Program* (« PPP »), le report de paiement des déductions à la source au titre de la *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* (la « CARES Act »), les coûts de transaction non amortis, la trésorerie et les liquidités soumises à des restrictions. Pour obtenir le montant du calcul de l'emprunt bancaire net, se reporter à la rubrique intitulée « Dette à long terme et emprunt bancaire net » ci-après. La direction est d'avis que l'emprunt bancaire net est utile, car il donne une indication sur les liquidités de la Société.
- Le terme « nouveaux contrats » désigne le montant des nouveaux contrats au Canada et aux États-Unis, incluant ceux acquis dans le contexte d'acquisition d'entreprises, ainsi que les renouvellements, les prolongations et autres changements aux contrats existants, conclus au cours de la période. La direction est d'avis que les renseignements sur les nouveaux contrats peuvent fournir des données tendancielles intéressantes en ce qui a trait aux variations du volume d'affaires au fil du temps.
- Le terme « ratio nouveaux contrats-facturation » désigne la valeur des nouveaux contrats divisée par les revenus, pour la même période. La direction est d'avis que ce ratio permet l'appréciation du carnet de commandes de la Société et donne des renseignements utiles sur les variations du volume d'affaires au fil du temps. L'utilisation de ce ratio est plus appropriée sur une longue période, car il peut fluctuer de façon importante d'un trimestre à l'autre.

8. Résultats d'exploitation

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Revenus	105 277	68 355	208 198	139 066
Coût des revenus	76 804	49 623	151 385	99 931
Marge brute	28 473	18 732	56 813	39 135
Charges d'exploitation				
Charges de vente, générales et administratives	24 885	20 146	47 632	39 562
Coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises	689	190	4 632	1 103
Amortissement des immobilisations corporelles	1 247	927	2 800	1 809
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 450	2 892	6 830	6 546
Perte (gain) de change	(42)	344	26	352
	30 229	24 499	61 920	49 372
Perte d'exploitation	(1 756)	(5 767)	(5 107)	(10 237)
Charges financières nettes	1 075	827	2 024	1 555
Gain découlant du recouvrement d'effet à recevoir	—	(660)	—	(660)
Perte avant impôts	(2 831)	(5 934)	(7 131)	(11 132)
Charge (recouvrement) d'impôts				
Exigibles	(148)	446	(196)	1 235
Différés	94	(889)	(2 126)	(2 347)
	(54)	(443)	(2 322)	(1 112)
Perte nette	(2 777)	(5 491)	(4 809)	(10 020)
Perte de base et diluée par action	(0,03)	(0,09)	(0,06)	(0,17)

8.1 Revenus

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les revenus ont atteint 105,3 M\$, dont 15,6 M\$ découlent de l'acquisition de R3D, ce qui représente une augmentation de 36,9 M\$, ou de 54,0 %, par rapport aux 68,4 M\$ constatés pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Exception faite des conséquences de l'acquisition de R3D, les revenus ont connu une hausse de 31,2 % pour la même période, ou de 34,2 %, sans fluctuation du taux de change.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les revenus tirés des activités au Canada se sont élevés à 66,1 M\$, ce qui correspond à une hausse de 27,2 \$ M\$, ou de 69,7 %, par rapport aux revenus de 38,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. L'augmentation des revenus est principalement attribuable à la croissance interne dans tous les secteurs, à la reprise des niveaux d'activité en général et aux revenus de 15,6 M\$ tirés de l'acquisition de R3D ainsi qu'à la croissance générée par les deux contrats à long terme signés dans le cadre de l'acquisition de R3D. En vue de son intégration administrative, tous les nouveaux contrats de clients d'Alithya TI et les employés en lien avec ces derniers sont généralement comptabilisés au titre des autres entités canadiennes du Groupe depuis qu'elle a fait l'objet d'une acquisition, ce qui se traduit par une réduction graduelle de ses niveaux d'activité jusqu'à ce que l'intégration soit terminée.

Les revenus tirés des activités aux États-Unis ont atteint 35,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 8,6 M\$, ou de 32,0 %, par rapport aux revenus de 27,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. La croissance interne dans tous les secteurs de l'entreprise, et la reprise des niveaux d'activité en général a été partiellement contrebalancée par l'effet négatif des variations du taux de change entre les périodes. Les revenus auraient atteint 37,8 M\$ avec un taux de change constant du dollar américain, ce qui aurait entraîné une hausse interne de 39,6 % sans fluctuation du taux de change. Sur une base séquentielle, les revenus tirés des activités aux États-Unis ont connu une hausse de 4,3 M\$ par rapport aux revenus de 31,4 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice en cours, ce qui reflète une incidence favorable du taux de change du dollar américain de 0,9 M\$, pour le trimestre de l'exercice qui est habituellement le plus faible, en raison de la saisonnalité.

En Europe, les revenus ont connu une hausse de 47,4 % pour s'établir à 3,5 M\$, comparativement à 2,4 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison principalement de la reprise des niveaux d'activité en général. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par l'effet négatif des variations du taux de change entre les deux périodes. Sur une base séquentielle, les revenus tirés des activités en Europe ont connu une hausse de 0,2 M\$ par rapport à 3,3 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice en cours.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2021, les revenus ont atteint 208,2 M\$, dont 35,3 M\$ découlent de R3D, ce qui représente une augmentation de 69,1 M\$, ou de 49,7 %, par rapport à 139,1 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2021, les revenus au Canada se sont accrus de 57,0 M\$, ou de 73,7 %, pour s'établir à 134,3 M\$ par rapport à 77,3 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. L'augmentation des revenus est principalement attribuable à la croissance interne dans tous les secteurs, à la reprise des niveaux d'activité en général, à des revenus de 35,3 M\$ tirés de l'acquisition de R3D et à la croissance générée par les deux contrats à long terme signés dans le cadre de l'acquisition de R3D.

Les revenus tirés des activités aux États-Unis ont connu une hausse de 9,7 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 67,1 M\$, ou de 17,0 %, par rapport aux revenus de 57,4 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. La croissance interne dans la plupart des secteurs et la reprise des niveaux d'activité en général a été partiellement contrebalancée par l'effet négatif des variations du taux de change entre les périodes. Les revenus auraient atteint 73,4 M\$ avec un taux de change constant du dollar américain, ce qui aurait entraîné une hausse de 27,9 % sans fluctuation du taux de change.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2021, les revenus en Europe se sont accrus de 53,0 % pour s'établir à 6,7 M\$, par rapport à 4,4 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020, en raison principalement de la reprise des niveaux d'activité en général, qui a été partiellement contrebalancée par l'effet négatif des variations du taux de change entre les deux périodes.

8.2 Marge brute

La marge brute s'est chiffrée à 28,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui correspond à une hausse de 9,8 M\$, ou de 52,0 %, par rapport à la marge brute de 18,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, la marge brute en pourcentage des revenus a diminué pour s'établir à 27,0 %, comparativement à 27,4 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2020.

Toutefois, si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de R3D, la marge brute en pourcentage des revenus aurait été de 29,1 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2021.

Tel qu'il a été expliqué, la diminution en pourcentage résulte principalement de la baisse de la marge brute des activités au Canada en raison de l'acquisition de R3D, dont les revenus sur une base historique proviennent, dans une plus grande proportion, de contractuels dont le travail est facturé, ce qui entraîne des marges plus faibles. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par la hausse de la marge brute aux États-Unis et en Europe, en raison de la hausse des taux d'utilisation.

Sur une base séquentielle, la marge brute globale a connu une hausse de 0,2 M\$, ou de 0,5 % par rapport à 28,3 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice en cours. La marge brute en pourcentage des revenus a inscrit une légère baisse par rapport au pourcentage de 27,5 % enregistré au premier trimestre de l'exercice en cours. Toutefois, si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de R3D et les pertes enregistrées dans le cadre d'un projet important et les subventions publiques comptabilisées au cours du premier trimestre de l'exercice en cours, la marge brute, en pourcentage des revenus, a augmenté dans tous les emplacements géographiques, sur une base séquentielle.

La marge brute a connu une hausse de 17,7 M\$ ou de 45,2 % pour le semestre clos le 30 septembre 2021, pour s'établir à 56,8 M\$, par rapport à la marge brute de 39,1 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. Pour le semestre clos le 30 septembre 2021, la marge brute en pourcentage des revenus a diminué pour s'établir à 27,3 %, comparativement à 28,1 % pour le semestre clos le 30 septembre 2020.

La diminution en pourcentage résulte principalement de la baisse de la marge brute des activités au Canada en raison de l'acquisition de R3D, dont les revenus sur une base historique proviennent, dans une plus grande proportion, de contractuels dont le travail est facturé, ainsi que de l'incidence de hausses de 2,5 M\$ des coûts dans le cadre d'un projet important pour un client au cours du premier trimestre de l'exercice considéré, qui comprend notamment le développement de certains logiciels de transformation numérique personnalisés fort complexes, qui pourraient ultérieurement être appliqués à des fins commerciales. Le projet tire à sa fin et aucune hausse de coûts ni perte supplémentaire n'est prévue à partir de maintenant. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par la hausse de la marge brute aux États-Unis et en Europe, en raison de certains programmes publics de subventions salariales aux États-Unis, notamment l'annulation d'un montant de 4,6 M\$ à titre de prêts dans le cadre du PPP au cours du premier trimestre de l'exercice considéré, ainsi que de la hausse des taux d'utilisation.

À l'instar des acquisitions précédentes, l'objectif de la Société est de transformer graduellement la composition du chiffre d'affaires de R3D en augmentant les revenus tirés d'employés permanents par rapport à ceux tirés de contractuels, ce qui se traduirait par des marges brutes plus élevées.

8.3 Informations sectorielles

Un secteur opérationnel consiste en une composante d'une société qui exerce des activités pouvant générer des revenus et entraîner des dépenses, y compris dans le cadre d'opérations avec d'autres secteurs d'Alithya.

Compte tenu des renseignements reçus et analysés périodiquement par les décideurs, Alithya a conclu qu'elle n'avait qu'un seul secteur isolable. Les résultats au sein de ce seul secteur isolable peuvent être analysés par emplacement géographique (Canada, États-Unis et Europe).

Le tableau suivant présente le total des revenus externes par emplacement géographique :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2021		2020		2021		2020	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Canada	66 087	62,8	38 938	56,9	134 321	64,6	77 308	55,6
États-Unis	35 704	33,9	27 052	39,6	67 138	32,2	57 354	41,2
Europe	3 486	3,3	2 365	3,5	6 739	3,2	4 404	3,2
	105 277	100,0	68 355	100,0	208 198	100,0	139 066	100,0

8.4 Charges d'exploitation

8.4.1 Charges de vente, générales et administratives

Les charges de vente, générales et administratives comprennent les salaires, les traitements et les autres avantages du personnel de vente et du personnel administratif, les honoraires professionnels, les frais d'occupation, les frais liés aux technologies de l'information et aux communications, la rémunération fondée sur des actions, les droits d'inscription à la bourse et les frais de placement ainsi que d'autres charges administratives.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les charges de vente, générales et administratives se sont chiffrées à 24,9 M\$, ce qui représente une augmentation de 4,7 M\$, ou de 23,5 %, par rapport à 20,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Les charges de vente, générales et administratives totales, en pourcentage des revenus consolidés, se sont établies à 23,6 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, par rapport à 29,5 % pour la même période de l'exercice précédent.

Les charges attribuables aux activités au Canada se sont accrues de 4,2 M\$, ou de 36,1 %, ce qui comprend une hausse de 1,6 M\$ liée à l'acquisition de R3D, pour passer à 15,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à 11,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Cette hausse est surtout attribuable à une hausse de 4,1 M\$ des coûts de rémunération des employés en raison de l'augmentation des effectifs et des salaires, de la hausse des charges de rémunération variable suivant les revenus, d'une hausse de 0,3 M\$ des coûts de recrutement, alors que la Société continue d'investir dans l'embauche, d'une hausse de 0,4 M\$ des frais liés aux technologies de l'information et aux communications et d'une hausse de 0,2 M\$ des frais d'assurance. Ces charges ont été partiellement contrebalancées par des baisses de 0,7 M\$ découlant surtout de la rémunération fondée sur des actions pleinement acquises sans effet sur la trésorerie et de 0,2 M\$ des frais d'occupation. Les chargées liées à R3D devraient continuer de baisser en raison d'autres synergies sur les plans administratif et opérationnel relatives à l'intégration de R3D.

Les charges attribuables aux activités aux États-Unis et en Europe ont connu une hausse de 0,5 M\$, en raison de la hausse des coûts de rémunération des employés attribuable à l'augmentation des effectifs et des salaires et de la hausse des charges de rémunération variable suivant les revenus et les coûts de recrutement, alors que la Société a continué d'investir dans l'embauche en vue d'une croissance future des revenus. Ces charges ont été partiellement contrebalancées par l'incidence favorable du taux de change du dollar américain de 0,5 M\$.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2021, les charges de vente, générales et administratives se sont chiffrées à 47,6 M\$, ce qui représente une augmentation de 8,0 M\$, ou de 20,4 %, par rapport à 39,6 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. Les charges de vente, générales et administratives totales, en pourcentage des revenus consolidés, se sont établies à 22,9 % pour le semestre clos le 30 septembre 2021, par rapport à 28,5 % pour le semestre clos le 30 septembre 2020.

Les charges attribuables aux activités au Canada se sont accrues de 8,3 M\$, ou de 36,3 %, ce qui comprend une hausse de 3,4 M\$ liée à R3D, pour passer à 31,2 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à 22,9 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. Cette hausse est surtout attribuable à une hausse de 8,0 M\$ des coûts de rémunération des employés en raison de l'augmentation des effectifs et des salaires, de la hausse des charges de rémunération variables suivant les revenus et de la hausse de 0,5 M\$ des coûts de recrutement, alors que la Société continue d'investir dans l'embauche, d'une hausse de 0,9 M\$ des frais liés aux technologies de l'information et aux communications et d'une hausse de 0,4 M\$ des honoraires professionnels. Ces charges ont été partiellement contrebalancées par des baisses de 1,4 M\$ découlant surtout de la rémunération fondée sur des actions pleinement acquises sans effet sur la trésorerie et de 0,5 M\$ des frais d'occupation.

Les charges attribuables aux activités aux États-Unis et en Europe ont diminué de 0,3 M\$ en raison de l'incidence favorable du taux de change du dollar américain de 1,4 M\$, de mesures d'économie des coûts mises en œuvre en réponse à la pandémie de COVID-19 et de subventions publiques comptabilisées en contrepartie des coûts de rémunération, notamment l'annulation d'un montant de 1,3 M\$ à titre de prêts dans le cadre du PPP au cours du premier trimestre de l'exercice considéré. Ces charges ont été partiellement contrebalancées par une hausse des coûts de rémunération des employés, en raison de la hausse des effectifs et des salaires et de la hausse des charges de rémunération variables suivant les revenus, et des frais de recrutement, alors que la Société continue d'investir dans l'embauche en vue d'une croissance future des revenus.

8.4.2 Rémunération fondée sur des actions

La rémunération fondée sur des actions est comprise dans le coût des revenus et les charges de vente, générales et administratives, et est détaillée dans le tableau qui suit :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Régime d'options sur actions	208	197	398	367
Régime d'achat d'actions – cotisation de l'employeur	273	152	527	285
Rémunération fondée sur des actions attribuées à l'acquisition d'entreprises	483	1 224	961	2 470
UAD	152	134	309	274
UAI	—	103	92	112
UAR	91	—	91	—
	1 207	1 810	2 378	3 508

La rémunération fondée sur des actions s'est chiffrée à 1,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une diminution de 0,6 M\$ par rapport à 1,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020.

Cette diminution s'explique surtout par la baisse des charges liées à la pleine acquisition d'actions émises dans le cadre de paiements effectués pour l'anniversaire de précédentes acquisitions d'entreprises. Ces actions ont cessé de générer une rémunération fondée sur des actions à compter de leur pleine acquisition.

La rémunération fondée sur des actions s'est chiffrée à 2,4 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une baisse de 1,1 M\$ par rapport à 3,5 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. Cette diminution s'explique surtout par la baisse des charges liées à la pleine acquisition d'actions émises dans le cadre de paiements effectués pour l'anniversaire de précédentes acquisitions d'entreprises. Ces actions ont cessé de générer une rémunération fondée sur des actions à compter de leur pleine acquisition.

8.4.3 Coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises

Les coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises se sont établis à 0,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 0,5 M\$ par rapport à 0,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Cette augmentation est principalement attribuable aux coûts d'intégration liés à l'acquisition de R3D.

Les coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises se sont établis à 4,6 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 3,5 M\$ par rapport à 1,1 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. Cette augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de R3D.

8.4.4 Amortissement

L'amortissement a totalisé 1,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021. En comparaison, l'amortissement a totalisé 0,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Cet amortissement des coûts concernait principalement les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation d'Alithya.

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est élevé à 0,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une baisse de 0,1 M\$ par rapport à 0,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation s'est chiffré à 0,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 0,4 M\$ par rapport à 0,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020.

L'amortissement a totalisé 2,8 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2021. En comparaison, l'amortissement a totalisé 1,8 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. Cet amortissement des coûts concernait principalement les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation d'Alithya.

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est élevé à 1,3 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 0,5 M\$ par rapport à 0,8 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. L'amortissement des immobilisations corporelles s'est élevé à 1,5 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 0,5 M\$ par rapport à 1,0 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020.

8.4.5 Amortissement des immobilisations incorporelles

L'amortissement des immobilisations incorporelles a totalisé 3,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, par rapport à 2,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Cet amortissement des coûts concernait principalement les relations clients comptabilisées lors d'acquisitions, qui ont connu une hausse de 0,7 M\$. De plus, l'amortissement des logiciels a diminué de 0,1 M\$ et l'amortissement des accords de non-concurrence a diminué de 0,1 M\$.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a totalisé 6,8 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2021. En comparaison, l'amortissement a totalisé 6,5 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. Cet amortissement des coûts concernait principalement les relations clients comptabilisées lors d'acquisitions, qui ont connu une hausse de 0,6 M\$. De plus, l'amortissement des logiciels a diminué de 0,2 M\$ et l'amortissement des accords de non-concurrence a diminué de 0,1 M\$.

8.4.6 Perte (gain) de change

Le gain de change s'est établi à 0,04 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, par rapport à une perte de 0,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020.

La perte de change s'est établie à 0,03 M\$ et à 0,4 M\$, respectivement, pour les semestres clos les 30 septembre 2021 et 2020.

8.5 Autres résultats nets et charges

8.5.1 Charges financières nettes

Le résumé des charges financières nettes s'établit comme suit :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	531	247	1 010	557
Intérêts et frais de financement	106	163	181	188
Intérêts relatifs aux obligations locatives	173	154	350	289
Amortissement des charges financières	66	63	129	116
Intérêts au titre des soldes de prix d'achat	212	209	419	419
Revenus d'intérêts	(13)	(9)	(65)	(14)
	1 075	827	2 024	1 555

Les charges financières nettes se sont chiffrées à 1,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 0,3 M\$, ou de 30,2 %, par rapport à 0,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de la dette à long terme, conformément à la description au paragraphe 11.6, laquelle a contribué à l'augmentation des intérêts au titre de la dette à long terme.

Les charges financières nettes se sont chiffrées à 2,0 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 0,4 M\$, ou de 30,3 %, par rapport à 1,6 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de la dette à long terme, conformément à la description au paragraphe 11.6, laquelle a contribué à l'augmentation des intérêts au titre de la dette à long terme.

8.5.2 Impôts sur le résultat

Le recouvrement d'impôts s'est établi à 0,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une baisse de 0,3 M\$ par rapport à 0,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, en raison principalement d'une baisse du recouvrement d'impôts différés pour certaines entités, qui a été partiellement contrebalancée par une hausse du recouvrement d'impôts exigibles pour certaines entités.

Le recouvrement d'impôts s'est établi à 2,3 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 1,2 M\$ par rapport à 1,1 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020, en raison principalement d'une augmentation du recouvrement d'impôts différés pour certaines entités.

8.6 Perte nette et résultat par action

La perte nette pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 s'est élevée à 2,8 M\$, soit une amélioration de 2,7 M\$, comparativement à 5,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Cette diminution de la perte s'explique par une hausse de la marge brute, partiellement contrebalancée par une hausse des charges de vente, générales et administratives, une hausse de l'amortissement, une hausse des charges financières nettes, une hausse des coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises ainsi qu'une baisse du recouvrement d'impôts au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021, comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2020. Ce résultat s'est traduit par une perte nette de base et diluée par action de 0,03 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à une perte nette de 0,09 \$ par action pour le trimestre clos le 30 septembre 2020.

La perte nette pour le semestre clos le 30 septembre 2021 s'est élevée à 4,8 M\$, soit une amélioration de 5,2 M\$, comparativement à 10,0 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. Cette diminution de la perte s'explique par une hausse de la marge brute, partiellement contrebalancée par une hausse des charges de vente, générales et administratives, une hausse de l'amortissement, une hausse des charges financières nettes, une hausse des coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises ainsi qu'une hausse du recouvrement d'impôts au cours du semestre clos le 30 septembre 2021, comparativement au semestre clos le 30 septembre 2020. Cela s'est traduit par une perte nette de base et diluée par action de 0,06 \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à une perte nette de 0,17 \$ par action pour le semestre clos le 30 septembre 2020.

9. BAIIA et BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente un rapprochement de la perte nette ainsi que du BAIIA et du BAIIA ajusté :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Revenus	105 277	68 355	208 198	139 066
Perte nette	(2 777)	(5 491)	(4 809)	(10 020)
Charges financières nettes	1 075	827	2 024	1 555
Recouvrement d'impôts	(54)	(443)	(2 322)	(1 112)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 247	927	2 800	1 809
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 450	2 892	6 830	6 546
BAIIA¹	2 941	(1 288)	4 523	(1 222)
Marge du BAIIA ¹	2,8 %	(1,9 %)	2,2 %	(0,9 %)
<i>Ajusté pour :</i>				
Perte (gain) de change	(42)	344	26	352
Rémunération fondée sur des actions	1 207	1 810	2 378	3 508
Coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises	689	190	4 632	1 103
Gain découlant du recouvrement d'effet à recevoir	—	(660)	—	(660)
Frais liés à la délocalisation de locaux	—	231	—	553
Coûts de séparation	—	12	—	151
Mise en œuvre des systèmes ERP internes	240	185	488	308
BAIIA ajusté¹	5 035	824	12 047	4 093
Marge du BAIIA ajusté ¹	4,8 %	1,2 %	5,8 %	2,9 %

¹ Mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » ci-dessus.

Le BAIIA s'est élevé à 2,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, soit une hausse de 4,2 M\$ par rapport à une perte de 1,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. La marge du BAIIA s'est établie à 2,8 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à (1,9 %) pour le trimestre clos le 30 septembre 2020.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 5,0 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 4,2 M\$ par rapport à 0,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Tel qu'il est expliqué précédemment, l'apport de l'acquisition de R3D et de l'augmentation de la marge brute ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation des charges de vente, générales et administratives. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 4,8 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, par rapport à 1,2 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2020.

Le BAIIA s'est élevé à 4,5 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 5,7 M\$ par rapport à 1,2 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. La marge du BAIIA s'est établie à 2,2 % pour le semestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à (0,9 %) pour le semestre clos le 30 septembre 2020.

Le BAIIA ajusté s'est élevé à 12,0 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 7,9 M\$ par rapport au montant de 4,1 M\$ obtenu pour le semestre clos le 30 septembre 2020. Tel qu'il est expliqué précédemment, l'apport de l'acquisition de R3D, l'augmentation de la marge brute et l'annulation d'un montant de 5,9 M\$ à titre de prêts dans le cadre du PPP comptabilisée au cours du premier trimestre de l'exercice considéré ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation des charges de vente, générales et administratives. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 5,8 % pour le semestre clos le 30 septembre 2021, par rapport à 2,9 % pour le semestre clos le 30 septembre 2020.

10. Nouveaux contrats

Le montant des nouveaux contrats est une mesure non conforme aux IFRS, qui requiert du jugement, des estimations et des hypothèses, qui n'a pas une définition standard reconnue, et qui ne remplace pas l'analyse des revenus historiques. Pour de plus amples renseignements sur les « nouveaux contrats » et le « ratio nouveaux contrats-facturation », se reporter à la rubrique intitulée « Mesures non conformes aux IFRS » ci-dessus.

Les nouveaux contrats ont totalisé 90,9 M\$ au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021 et 1 018,3 M\$ au cours des douze derniers mois, ce qui s'est traduit par un ratio nouveaux contrats-facturation pour le trimestre et au cours des douze derniers mois respectivement de 0,86 et de 2,90. Les nouveaux contrats au cours des douze derniers mois incluent la valeur estimée de 600,0 M\$ des deux contrats à long terme signés dans le cadre de l'acquisition de R3D.

11. Liquidité et ressources en capital

11.1 Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Les activités courantes et la croissance d'Alithya sont financées par une combinaison de flux de trésorerie liés à l'exploitation, d'emprunts aux termes de la facilité de crédit existante et de son prêt non garanti subordonné ainsi que de l'émission d'actions. Alithya cherche à maintenir un niveau optimal de liquidité par la gestion active de ses actifs et passifs, ainsi que de ses flux de trésorerie. Le tableau ci-dessous présente les activités de flux de trésorerie d'Alithya pour les trimestres et les semestres clos les 30 septembre 2021 et 2020 :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie nets découlant des (affectés aux) activités d'exploitation	(7 523)	(6 687)	(6 997)	676
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(400)	(161)	(1 147)	(1 776)
Flux de trésorerie nets découlant des activités de financement	20 829	1 263	24 822	1 064
Effet de la fluctuation des taux de change	3	(19)	(19)	(101)
Variation nette de la trésorerie	12 909	(5 604)	16 659	(137)
Trésorerie à l'ouverture de la période	10 653	14 277	6 903	8 810
Trésorerie à la clôture de la période	23 562	8 673	23 562	8 673

11.2 Flux de trésorerie – activités d'exploitation

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation se sont élevés à 7,5 M\$, soit une hausse de 0,8 M\$, comparativement à 6,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Les flux de trésorerie pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 découlent principalement de la perte nette de 2,8 M\$, plus 6,2 M\$ d'ajustements sans effet de trésorerie de la perte nette, comprenant principalement l'amortissement et la rémunération fondée sur des actions, ainsi que par 10,9 M\$ en variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie pour le trimestre clos le 30 septembre 2020 découlaient principalement de la perte nette de 5,5 M\$, plus 4,5 M\$ d'ajustements sans effet de trésorerie de la perte nette, comprenant principalement l'amortissement et la rémunération fondée sur des actions, partiellement contrebalancés par des impôts différés et 5,7 M\$ en variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 10,9 M\$ au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021 s'expliquent surtout par une augmentation de 7,6 M\$ des débiteurs et autres créances, une diminution de 7,0 M\$ des créditeurs et charges à payer, une hausse de 0,5 M\$ des travaux en cours et une baisse de 0,3 M\$ de l'impôt à payer, partiellement contrebalancée par une baisse de 2,2 M\$ des crédits d'impôt à recevoir, une hausse de 1,6 M\$ des revenus différés et une baisse de 0,7 M\$ des charges payées d'avance. Les variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 5,7 M\$ au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020 s'expliquent principalement par une diminution de 3,9 M\$ des créditeurs et charges à payer, une augmentation de 3,3 M\$ des débiteurs et autres créances, une hausse de 0,9 M\$ des travaux en cours et une hausse de 0,3 M\$ des crédits d'impôt à recevoir,

partiellement contrebalancées par une augmentation 1,6 M\$ des revenus différés, une diminution de 0,7 M\$ des charges payées d'avance et une diminution de 0,4 M\$ des impôts à recevoir.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2021, les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation se sont établis à 7,0 M\$, soit une augmentation de 7,7 M\$ par rapport aux flux de trésorerie découlant des activités d'investissement de 0,7 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. Les flux de trésorerie pour le semestre clos le 31 septembre 2021 découlent principalement de la perte nette de 4,8 M\$, plus 4,2 M\$ d'ajustements sans effet de trésorerie de la perte nette, comprenant principalement l'amortissement, ainsi que de la rémunération fondée sur des actions, partiellement contrebalancés par l'annulation de prêts accordés dans le cadre du PPP et les impôts différés, ainsi que par 6,4 M\$ en variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie pour le semestre clos le 30 septembre 2020 découlaient principalement de la perte nette de 10,0 M\$, plus 8,9 M\$ d'ajustements sans effet de trésorerie de la perte nette, comprenant principalement l'amortissement et la rémunération fondée sur des actions, partiellement contrebalancés par des impôts différés et 1,8 M\$ en variations favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 6,4 M\$ au cours du semestre clos le 30 septembre 2021 s'expliquent surtout par une augmentation de 9,5 M\$ des débiteurs et autres créances et une augmentation de 3,2 M\$ des travaux en cours, contrebalancées partiellement par une hausse de 2,2 M\$ des créditeurs et charges à payer, une baisse de 1,5 M\$ des charges payées d'avance, une hausse de 1,4 M\$ des revenus différés, une baisse de 0,7 M\$ des impôts à recevoir et une baisse de 0,5 M\$ des crédits d'impôt à recevoir. Pour le semestre clos le 30 septembre 2020, les variations favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 1,8 M\$ s'expliquaient surtout par une diminution de 4,3 M\$ des débiteurs et autres créances, une baisse de 2,2 M\$ des crédits d'impôt à recevoir, une baisse de 1,0 M\$ des impôts à recevoir, une hausse de 1,0 M\$ des revenus différés et une baisse de 0,5 M\$ des charges payées d'avance, partiellement contrebalancées par une baisse de 3,7 M\$ des créditeurs et charges à payer et une hausse de 3,5 M\$ des travaux en cours.

11.3 Flux de trésorerie – activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement se sont élevés à 0,4 M\$, soit une hausse de 0,2 M\$, comparativement à des flux de trésorerie de 0,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Les flux de trésorerie pour les trimestres clos les 30 septembre 2021 et 2020 découlent principalement d'acquisitions d'immobilisations corporelles dans le cours normal des activités.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2021, les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement se sont établis à 1,1 M\$, soit une baisse de 0,7 M\$ par rapport aux flux de trésorerie découlant des activités d'investissement de 1,8 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. Les flux de trésorerie pour le semestre clos le 30 septembre 2021 découlent principalement de l'acquisition de R3D et des achats d'immobilisations corporelles dans le cours normal des activités. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour le semestre clos le 30 septembre 2020 découlaient principalement d'une hausse des liquidités soumises à des restrictions et d'acquisitions d'immobilisations corporelles principalement liées à la délocalisation de certains bureaux et de matériel informatique en vue de faciliter le télétravail dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

11.4 Flux de trésorerie – activités de financement

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les flux de trésorerie nets découlant des activités de financement se sont élevés 20,8 M\$, soit une augmentation de 19,5 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 1,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Les flux de trésorerie pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 découlent principalement du produit de 25,8 M\$ de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction connexes, partiellement contrebalancé par le remboursement de 4,2 M\$ de la dette à long terme et l’acquittement de 0,7 M\$ d’obligations locatives. Par comparaison, les flux de trésorerie pour le trimestre clos le 30 septembre 2020 découlaient principalement du produit de 17,5 M\$ de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction connexes, partiellement contrebalancé par le remboursement de 16,0 M\$ de la dette à long terme et l’acquittement de 0,3 M\$ d’obligations locatives.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2021, les flux de trésorerie nets découlant des activités de financement se sont établis à 24,8 M\$, soit une augmentation de 23,7 M\$ par rapport aux flux de trésorerie découlant des activités de financement de 1,1 M\$ pour le semestre clos le 30 septembre 2020. Les flux de trésorerie pour le semestre clos le 30 septembre 2021 découlent principalement du produit de 53,3 M\$ de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction connexes, partiellement contrebalancé par des remboursements de 27,2 M\$ de la dette à long terme et de 1,1 M\$ d’obligations locatives. Par comparaison, les flux de trésorerie pour le semestre clos le 30 septembre 2020 découlaient principalement du produit de 35,2 M\$ de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction connexes, et d’incitatifs à la location de 0,9 M\$, partiellement contrebalancé par le remboursement de 34,5 M\$ de la dette à long terme et l’acquittement de 0,6 M\$ d’obligations locatives.

11.5 Ressources en capital

Le capital d’Alithya se compose de la trésorerie, des liquidités soumises à des restrictions, de la dette à long terme et du total des capitaux propres. Les principaux objectifs d’Alithya en matière de gestion du capital consistent à fournir une solide assise financière afin de maintenir la confiance des actionnaires, des créanciers et des autres parties prenantes et de soutenir la croissance et le développement futurs de l’entreprise, à maintenir une structure de capital souple qui optimise le coût du capital à un niveau de risque acceptable et préserve sa capacité à respecter ses obligations financières, à assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour poursuivre sa stratégie de croissance interne et entreprendre des acquisitions ciblées et à assurer un rendement du capital investi pour les actionnaires.

Dans le cadre de la gestion de sa structure du capital, Alithya surveille le rendement tout au long de l’exercice pour s’assurer que les besoins en fonds de roulement prévus et les dépenses en immobilisations liées à l’entretien courant sont financés par l’exploitation, les liquidités disponibles en dépôt et, le cas échéant, les emprunts.

11.6 Dette à long terme et emprunt bancaire net

Alithya dispose d’une facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang (la « facilité de crédit »), qui a été modifiée le 30 septembre 2021 et qui est maintenant accessible pour un montant maximal de 70,0 M\$, et les prélèvements peuvent être faits en dollars canadiens ou en dollars américains pour un montant équivalent. La facilité de crédit est offerte sous forme d’avances à un taux préférentiel, d’avances au taux interbancaire offert à Londres (LIBOR), d’acceptations bancaires et de lettres de crédit pouvant aller jusqu’à 2,5 M\$. Les avances

portent intérêt au taux préférentiel canadien ou américain, majoré d'une marge applicable allant de 0,25 % à 0,75 %, ou encore au taux des acceptations bancaires ou au taux LIBOR, majoré d'une marge applicable allant de 1,50 % à 2,00 %, selon le cas, pour les avances en dollars canadiens ou en dollars américains, respectivement. La marge applicable est établie en fonction des seuils limites fixés à l'égard de certains ratios financiers.

À titre de garantie pour la facilité de crédit, Alithya a fourni une hypothèque de premier rang sur la totalité de ses actifs, à l'exclusion de tout équipement loué, et une sûreté de premier rang en faveur d'Investissement Québec sur les crédits d'impôt à recevoir pour le financement relatif aux crédits d'impôt remboursables, d'un maximum de 7,5 M\$. La facilité de crédit vient à échéance le 1^{er} avril 2024 et peut être renouvelée par périodes supplémentaires d'un an, au gré du prêteur.

Conformément aux modalités de la convention, le Groupe est tenu de satisfaire certaines clauses restrictives financières, lesquelles sont mesurées sur une base trimestrielle. Au 30 septembre 2021, le Groupe se conformait à ses clauses restrictives financières.

Le 28 septembre 2021, la Société a conclu un contrat de prêt subordonné non garanti avec Investissement Québec. Le prêt s'élève à 10,0 M\$ et porte intérêt à un taux entre 6,00 % et 7,25 % établi et remboursable sur une base trimestrielle, en fonction des seuils limites fixés à l'égard de certains ratios financiers; le prêt vient à échéance le 29 septembre 2025. Conformément aux modalités du prêt, le Groupe est tenu de satisfaire certaines clauses restrictives financières, lesquelles sont mesurées sur une base trimestrielle. Au 30 septembre 2021, le Groupe respectait les clauses restrictives financières.

En raison de la pandémie de COVID-19, le 5 mai 2020, cinq filiales américaines du Groupe ont obtenu du financement conformément au PPP, établi par la CARES Act et administré par la *Small Business Administration* (« SBA ») des États-Unis, et ont pris des engagements à l'égard de billets à ordre non garantis (les « billets ») d'un capital global de 6,3 M\$ US (7,9 M\$). Les billets sont assortis d'une échéance de cinq ans, à un taux d'intérêt annuel de 1 %, avec report de paiements jusqu'à la date de la décision prise à l'égard de l'annulation applicable, relativement à toute portion des billets qui pourrait ne pas être annulée.

Aux termes de la CARES Act, les bénéficiaires d'un prêt dans le cadre du PPP peuvent demander l'annulation de la totalité ou d'une portion des prêts accordés dans le cadre du PPP, ce que le Groupe a fait pour la période entre le 17 novembre 2020 et le 5 janvier 2021. Le Groupe comptabilise l'annulation à titre d'aide gouvernementale en appliquant une réduction correspondante du coût de l'élément connexe. Une telle annulation doit être déterminée, sous réserve des limites et des règles établies par la SBA, en fonction de la nécessité du prêt au moment où la demande a été présentée et de l'utilisation opportune des fonds du prêt pour couvrir les charges salariales, y compris les paiements nécessaires pour maintenir les prestations pour soins de santé de l'assurance collective, et certains frais de location, coûts des services publics et frais d'intérêt hypothécaire ainsi que le maintien en poste des employés et les niveaux de rémunération. Les prêts accordés dans le cadre du PPP, même après un avis d'annulation du SBA, sont assujettis à faire l'objet d'un audit par la SBA dans les six ans qui suivent l'avis d'annulation.

Au cours du trimestre et du semestre clos les 30 septembre 2021, le Groupe a comptabilisé des montants totaux respectivement de 0 \$ et de 5,9 M\$ (4,8 M\$ US), et de 0 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2020 à titre d'aide gouvernementale pour les prêts accordés dans le cadre du PPP. Au 30 septembre 2021, le Groupe avait obtenu la confirmation de décisions d'annulation, par la SBA, de la totalité de quatre prêts accordés à une filiale. De plus, le Groupe croit disposer de l'assurance raisonnable pour

comptabiliser l'annulation du dernier prêt restant accordé dans le cadre du PPP, lequel s'élève à 2,9 M\$ (2,3 M\$ US) étant donné les décisions d'annulation de la totalité de quatre prêts ayant été rendues sur les cinq prêts accordés dans le cadre du PPP en mai 2020. Le montant a été porté en diminution de la perte nette pour le semestre clos le 30 septembre 2021.

La CARES Act permet aux employeurs de reporter le versement de leur part des cotisations sociales durant la période débutant le 27 mars 2020 et se terminant le 31 décembre 2020 ou à la date où la Société reçoit la décision du prêteur d'annuler le prêt accordé au titre du PPP, selon la première éventualité. La moitié des déductions à la source reportées doit être versée le 31 décembre 2021, et le reste, le 31 décembre 2022.

Le montant total de la dette à long terme au 30 septembre 2021 a connu une hausse de 29,5 M\$ pour se chiffrer à 84,5 M\$, par rapport à 55,0 M\$ au 31 mars 2021. La hausse est principalement attribuable à une augmentation de 25,2 M\$ à l'égard de prélèvements sur la facilité de crédit d'Alithya, liés partiellement à l'acquisition de R3D et au prêt subordonné non garanti de 10,0 M\$. Elle a été partiellement contrebalancée par la comptabilisation de l'annulation des billets à ordre non garantis au titre du PPP de 6,0 M\$. La hausse de la dette à long terme a été affectée au financement des activités et a donné lieu à une hausse de 16,7 M\$ de la trésorerie.

Au 30 septembre 2021, la trésorerie s'élevait à 23,6 M\$, les liquidités soumises à des restrictions détenues en fiducie conformément aux obligations contractuelles découlant des acquisitions d'entreprises étaient de 3,2 M\$, et un montant de 56,2 M\$ avait été prélevé sur la facilité de crédit et classé comme dette à long terme. En comparaison, au 31 mars 2021, la trésorerie s'élevait à 6,9 M\$, les liquidités soumises à des restrictions détenues en fiducie conformément aux obligations contractuelles découlant des acquisitions d'entreprises étaient de 3,2 M\$, et un montant de 31,0 M\$ avait été prélevé sur la facilité de crédit et classé comme tranche courante de la dette à long terme.

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette à long terme et de l'emprunt bancaire net :

Aux (en milliers de dollars)	30 septembre 2021	31 mars 2021
	\$	\$
Tranche courante de la dette à long terme	7 539	35 134
Dette à long terme	76 938	19 817
Total de la dette à long terme	84 477	54 951
Moins :		
Soldes de prix d'achat	16 006	15 519
Prêt subordonné non garanti	10 000	—
Billets à ordre non garantis au titre du PPP	—	6 034
Report de paiements des déductions à la source au titre de la CARES Act	2 380	2 361
Coûts de transaction non amortis	(273)	(199)
Trésorerie	23 562	6 903
Liquidités soumises à des restrictions	3 243	3 233
	54 918	33 851
Emprunt bancaire net¹	29 559	21 100

¹ Mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » ci-dessus.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2021, l'emprunt bancaire net d'Alithya a augmenté, en raison principalement de la hausse de la dette à long terme et des variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, tel qu'il est expliqué précédemment; cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la hausse du solde de trésorerie.

11.7 Obligations contractuelles

Alithya a des engagements en vertu des modalités des obligations contractuelles qui comportent différentes dates d'expiration, principalement en ce qui concerne la location des locaux, ainsi que les licences technologiques et les infrastructures. Veuillez vous reporter à la sous-rubrique 10.7 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2021 pour un aperçu des obligations d'Alithya à cette date. Il n'y a eu aucun changement important à l'égard des obligations contractuelles depuis le 31 mars 2021 en dehors du cours normal des activités d'Alithya.

11.8 Arrangements hors bilan

Alithya utilise le financement hors bilan relativement aux engagements d'exploitation relatifs à des licences technologiques et à des infrastructures. Veuillez vous reporter à la rubrique 10.8 du rapport de gestion d'Alithya pour l'exercice clos le 31 mars 2021 et à la note 13 des états financiers consolidés annuels pour la même période afin d'obtenir un aperçu de ces arrangements à cette date. Il n'y a eu aucun changement important à l'égard des arrangements hors bilan depuis le 31 mars 2021 en dehors du cours normal des activités d'Alithya.

12. Capital-actions

Dans le contexte de la discussion sur le capital-actions, Groupe Alithya inc. sera appelé « Alithya » ou la « Société », et la Société et ses filiales seront appelées le « Groupe ».

12.1 Capital émis

(en milliers de dollars)	Actions à droit de vote subalterne		Actions à droit de vote multiple	
	Nombre d'actions	\$	Nombre d'actions	\$
Solde d'ouverture au 1 ^{er} avril 2021	51 373 822	193 552	7 321 616	3 985
Acquisition de R3D	25 182 676	80 585	—	—
Actions rachetées à des fins d'annulation	(26 400)	(87)	—	—
Au 30 septembre 2021	76 530 098	274 050	7 321 616	3 985

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2021, les opérations suivantes ont eu lieu :

- Dans le cadre de l'acquisition de R3D, 25 182 676 actions à droit de vote subalterne, d'une valeur totale de 80 585 000 \$, ont été émises en contrepartie de l'acquisition.
- Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021, la Société a racheté et annulé 26 400 actions à droit de vote subalterne au titre de son régime de rachat d'actions pour une contrepartie totale en espèces de

90 000 \$; l'excédent du prix d'achat par rapport à la valeur comptable de 3 000 \$ a été passé en charges dans les résultats non distribués.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2020, l'opération suivante a eu lieu :

- 7 718 UAD ont fait l'objet d'un règlement et 7 718 actions à droit de vote subalterne d'une valeur approximative de 32 000 \$ ont été émises; une tranche de 32 000 \$ tirée du surplus d'apport a été reclassée.

12.2 Régime de rachat d'actions

Le 14 septembre 2021, le conseil d'administration de la Société a autorisé l'exécution d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat »), offre qui a par la suite été approuvée par la TSX. Conformément à l'offre publique de rachat, la Société pourra racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 5 462 572 actions à droit de vote subalterne, ce qui représente 10 % du flottant de la Société à la clôture des marchés le 8 septembre 2021. Les actionnaires peuvent obtenir gratuitement un exemplaire de l'avis de l'offre publique de rachat, tel qu'il a été approuvé par la Bourse de Toronto, en communiquant avec la Société.

Les acquisitions au titre de l'offre publique de rachat ont commencé le 20 septembre 2021 et prendront fin le 19 septembre 2022, ou la date à laquelle la Société aura acquis le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne autorisé conformément à l'offre publique de rachat ou à laquelle elle décidera de mettre fin aux acquisitions, selon la première de ces dates à survenir. Toutes les acquisitions d'actions à droit de vote subalterne seront effectuées dans le cadre d'opérations sur le marché libre, au cours en vigueur au moment de l'acquisition. Au même moment, la Société a conclu un régime de rachat automatique d'actions (« le régime de rachat automatique d'actions ») avec un courtier désigné relativement à son offre publique de rachat. Le régime de rachat automatique d'actions autorise le courtier désigné à acquérir, à des fins d'annulation, des actions à droit de vote subalterne au nom de la Société, tout en respectant certains paramètres de négociation établis, de temps à autre, par la Société.

12.3 Régime incitatif à long terme (le « régime »)

La Société administre un régime pour les employés et les administrateurs admissibles de la Société et de ses filiales qui prévoit différents types d'attributions, notamment des options sur actions réglées en instruments de capitaux propres, des UAD, des UAI et des UAR. Le Conseil peut, à sa discrétion, choisir de régler les UAI et les UAR en espèces. La Société comptabilise les UAI et les UAR à titre d'attributions réglées en instruments de capitaux propres, étant donné que le Conseil compte régler ces attributions par l'émission d'actions.

La juste valeur de la charge de rémunération fondée sur des actions est établie en fonction de la juste valeur à la date d'attribution de l'attribution dont les droits devraient être acquis pendant la période d'acquisition des droits, avec un ajustement correspondant par l'intermédiaire du surplus d'apport. Les renoncements sont estimés à la date d'attribution et sont incluses dans l'évaluation des charges et ajustées ultérieurement de façon à tenir compte des événements réels. Quant aux attributions dont les droits sont acquis progressivement, la juste valeur de chaque tranche est comptabilisée selon le mode d'amortissement linéaire pendant la période d'acquisition des droits.

Toute contrepartie versée par les participants au moment de l'exercice d'options sur actions est portée au crédit du capital-actions avec tout autre coût lié à la rémunération fondée sur des actions initialement comptabilisé dans le surplus d'apport.

Lorsque les UAD, les UAI et les UAR sont réglés, la juste valeur de l'attribution comptabilisée est retirée du surplus d'apport et portée au crédit du capital-actions.

12.4 Options sur actions

Le tableau suivant présente l'évolution du régime d'options sur actions pour la période indiquée :

	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde d'ouverture au 1 ^{er} avril 2021	3 525 181	3,37
Attribuées	1 073 302	3,23
Éteintes	(118 000)	3,14
Échues	(47 672)	5,92
Solde de clôture au 30 septembre 2021	4 432 811	3,28
Options pouvant être exercées à la clôture de la période	1 662 772	3,33

Des 1 662 772 options sur actions pouvant être exercées au 30 septembre 2021, 810 528 options sur actions peuvent être exercées pour acquérir des actions à droit de vote multiple.

Le 14 juin 2021, Alithya a émis 774 202 et 299 100 options sur actions pour acquérir un total de 1 073 302 actions à droit de vote subalterne, respectivement au prix d'attribution de 3,23 \$ et de 2,66 \$ US.

Le nombre d'options sur actions d'Alithya attribuées à des employés au cours des semestres clos les 30 septembre 2021 et 2020, les hypothèses utilisées pour déterminer la charge de rémunération fondée sur des actions, selon le modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes, et la charge de rémunération connexe comptabilisée s'établissent comme suit :

Période close le (en milliers de dollars, sauf les montants par action)	30 septembre 2021	30 septembre 2020
Charge de rémunération liée aux options attribuées	127	41
Nombre d'options sur actions attribuées	1 073 302	755 000
Juste valeur moyenne pondérée par option attribuée	1,20 \$	0,81 \$
Juste valeur totale des options attribuées	1 290	609
Hypothèses moyennes pondérées		
Cours de l'action	3,23 \$	2,26 \$
Prix d'exercice	3,23 \$	2,26 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,25 %	0,46 %
Volatilité prévue*	34,7 %	35,0 %
Rendement en dividende	—	—
Durée prévue de l'option (en années)	6,6	6,6
Conditions d'acquisition des droits – écoulement du temps (en années)	3,2	3,2

* Déterminée sur la base de la volatilité observée au sein de sociétés ouvertes exerçant des activités dans des secteurs similaires.

12.5 Unités d'actions différées

Le tableau suivant présente l'évolution des UAD pour la période indiquée :

	Nombre d'UAD	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution \$
Solde d'ouverture au 1 ^{er} avril 2021	330 246	2,97
Attribuées	90 108	3,43
Solde de clôture au 30 septembre 2021	420 354	3,07

Le 30 juin 2021, un total de 46 310 UAD pleinement acquises avaient été attribuées à des administrateurs qui n'étaient pas des employés de la Société, pour une juste valeur de 3,39 \$ par UAD, soit une juste valeur totale de 156 991 \$. Ces montants ont été comptabilisés au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions.

Le 30 septembre 2021, un total de 43 798 UAD pleinement acquises avaient été attribuées à des administrateurs qui n'étaient pas des employés de la Société, pour une juste valeur de 3,48 \$ par UAD, soit une juste valeur totale de 152 417 \$. Ces montants ont été comptabilisés au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions.

12.6 Unités d'actions incessibles

Au 30 septembre 2021, un total de 181 498 UAI pleinement acquises étaient en circulation, à une juste valeur à la date d'attribution de 2,26 \$.

12.7 Droits à la valeur d'actions liés au rendement

Aux termes du régime, le Conseil, sous réserve des dispositions du régime et d'autres modalités, peut attribuer des UAR visant des actions à droit de vote subalterne aux employés admissibles et aux administrateurs de la Société et de ses filiales. Les modalités de chaque attribution de UAR, notamment les objectifs de rendement lié ou non au marché, sont déterminées par le Conseil. Pour la tranche des UAR dont l'émission dépend des conditions de rendement lié au marché, le montant des UAR comptabilisé à titre de charge est ajusté en fonction d'une estimation de la juste valeur évaluée selon la méthode de Monte Carlo, qui tient compte des conditions de rendement lié au marché à la date d'attribution. Pour la tranche des UAR dont l'émission dépend des conditions de rendement non lié au marché, le montant comptabilisé à titre de charge est ajusté pour refléter le nombre d'attributions qui devraient répondre aux conditions de service connexe et de rendement non lié au marché, de sorte que le montant comptabilisé en fin de compte soit fondé sur le nombre d'attributions qui répondent aux conditions de service connexe et de rendement non lié au marché à la date d'acquisition des droits.

Le 14 juin 2021, le Conseil a approuvé l'émission d'un total de 332 263 UAR dont la date d'acquisition des droits se situe trois ans après la date d'attribution.

Le 1^{er} juillet 2021, un total de 332 263 UAR avaient été attribuées à des employés de la Société, pour une juste valeur à la date d'attribution de 3,24 \$ par UAR, soit une juste valeur totale de 1 076 532 \$. La charge de rémunération fondée sur des actions du trimestre et du semestre clos le 30 septembre 2021 était de 91 000 \$.

13. Parties Liées

Opérations conclues avec des membres clés de la direction

Dans le cours normal des activités, la Société a conclu les opérations suivantes avec une entité contrôlée par un administrateur. Les opérations ont été comptabilisées à la valeur contractuelle de la contrepartie établie, ce qui représente les taux du marché, comme convenu par les parties liées.

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Revenus*	\$ 5 530	\$ —	\$ 11 400	\$ —

* Conformément à un accord commercial de 10 ans qui prend fin en avril 2031, une entité contrôlée par un administrateur a pris des engagements envers une marge brute annuelle minimale tirée de la prestation de services de consultation, avec des surplus ou des déficiences annuels au titre de ces engagements, qui sont admissibles à certaines dispositions relatives à un report. Si les montants minimaux au titre de l'accord ne sont pas atteints, l'entité devra verser des montants compensatoires selon une formule définie dans l'accord commercial. L'accord commercial peut être prolongé jusqu'en avril 2034, mais les exigences quant à la marge brute annuelle minimale ne s'appliqueront pas à la période du prolongement.

Au	30 septembre	31 mars
(en milliers de dollars)	2021	2021
Débiteurs et autres créances	\$ 5 852	\$ —

14. Résumé sur huit trimestres

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos les							
	31 déc. 2020	31 mars 2020	30 juin 2020	30 sept. 2020	31 déc. 2021	31 mars 2021	30 juin 2021	30 sept. 2021
Revenus	66 245	73 181	70 711	68 355	70 606	77 971	102 921	105 277
Coût des revenus	46 084	52 228	50 308	49 623	50 178	54 517	74 581	76 804
Marge brute	20 161	20 953	20 403	18 732	20 428	23 454	28 340	28 473
	30,4 %	28,6 %	28,9 %	27,4 %	28,9 %	30,1 %	27,5 %	27,0 %
Charges d'exploitation								
Charges de vente, générales et administratives	17 745	21 534	19 416	20 146	20 421	21 740	22 747	24 885
Coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises	1 374	1 173	913	190	500	718	3 943	689
Amortissement des immobilisations corporelles	878	894	882	927	900	1 058	1 553	1 247
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 716	3 480	3 654	2 892	2 703	2 490	3 380	3 450
Charge liée aux pertes (gains) de change	30	(158)	8	344	47	74	68	(42)
Dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill	—	28 036	—	—	—	—	—	—
	22 743	54 959	24 873	24 499	24 571	26 080	31 691	30 229
Perte d'exploitation	(2 582)	(34 006)	(4 470)	(5 767)	(4 143)	(2 626)	(3 351)	(1 756)
Charges financières nettes	608	668	728	827	870	849	949	1 075
Gain découlant du recouvrement d'effets à recevoir	—	—	—	(660)	—	—	—	—
Gain à la vente d'une filiale	(681)	—	—	—	—	—	—	—
Perte avant impôts	(2 509)	(34 674)	(5 198)	(5 934)	(5 013)	(3 475)	(4 300)	(2 831)
Recouvrement d'impôts	(694)	(699)	(669)	(443)	(220)	(950)	(2 268)	(54)
Perte nette	(1 815)	(33 975)	(4 529)	(5 491)	(4 793)	(2 525)	(2 032)	(2 777)
Perte de base et diluée par action	(0,03)	(0,59)	(0,08)	(0,09)	(0,08)	(0,04)	(0,02)	(0,03)

Les écarts trimestriels dans les résultats d'Alithya sont principalement attribuables à la saisonnalité. Les revenus générés par les conseillers d'Alithya dépendent du nombre de jours ouvrables dans un trimestre donné; ce nombre peut varier en raison des vacances, d'autres congés payés et des jours fériés. Les cycles d'investissement dans les technologies de l'information des clients varient également selon la saisonnalité relative à leurs propres activités. Enfin, les écarts trimestriels sont attribuables au moment où ont lieu les acquisitions.

Au cours de la période de huit trimestres, l'augmentation des revenus a découlé principalement de l'acquisition d'entreprises et d'une croissance interne dans certains secteurs d'activité de la Société. Abstraction faite des trimestres lors desquels l'effet négatif de la COVID-19 s'est fait sentir et des conséquences de l'acquisition de R3D aux trimestres clos le 30 juin 2021 et le 30 septembre 2020, le pourcentage de la marge brute est demeuré stable surtout en raison de l'acquisition d'entreprises dégagant de fortes marges et du passage continu à des services à plus grande valeur ajoutée. La hausse des charges de vente, générales et administratives est attribuable principalement à l'acquisition d'entreprises, déduction faite des synergies possibles, et aux coûts supplémentaires liés à l'exécution du plan d'affaires stratégique et au recrutement plus intense en vue d'accroître les revenus. Les charges de vente, générales et administratives totales, en pourcentage des revenus consolidés, ont affiché une tendance décroissante au cours de la période. Les autres

charges, comme les coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises et l'amortissement des immobilisations incorporelles, ont également varié en raison de l'acquisition d'entreprises.

15. Estimations comptables critiques

L'établissement des états financiers consolidés d'Alithya conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur le montant présenté des actifs, des passifs, des revenus et des charges dans les états financiers consolidés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et leurs hypothèses sous-jacentes sont passées en revue à intervalle régulier. Les modifications d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont apportées et dans les périodes futures touchées.

Les états financiers pour le deuxième trimestre ont été établis selon les méthodes comptables adoptées dans les derniers états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 mars 2021. De plus, les méthodes comptables ont été appliquées de façon uniforme par toutes les entités du Groupe.

16. Nouvelles normes et interprétations publiées, mais non encore entrées en vigueur

À la date d'autorisation des états financiers pour le T2, certaines nouvelles normes, modifications et interprétations, ainsi que certaines améliorations à apporter aux normes existantes, ont été publiées par l'IASB, mais n'étaient pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptées de façon anticipée par le Groupe. La direction prévoit que l'ensemble des prises de position pertinentes sera adopté pour la première période de présentation de l'information financière à compter de la date d'entrée en vigueur de chaque prise de position. Des précisions sur les nouvelles normes, modifications et interprétations, ainsi que sur les améliorations à apporter aux normes existantes, susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés du Groupe, sont données ci-après :

IAS 1 – Présentation des états financiers

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications apportées à IAS 1, « Présentation des états financiers », pour clarifier le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants. En juillet 2020, l'IASB a publié les modifications définitives en vue de différer la date d'entrée en vigueur aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. Une application anticipée est permise. Aux fins du classement des passifs non courants, les modifications suppriment l'obligation du droit inconditionnel de différer le règlement du passif ou de renouveler ce dernier pour au moins douze mois. Un tel droit doit plutôt avoir une substance et exister à la date de clôture. Les modifications précisent également la façon dont une société classe un passif qui comprend une option de conversion de l'autre partie. Les modifications stipulent ce qui suit : le règlement d'un passif comprend le transfert d'instruments de capitaux propres d'une société à l'autre partie; lors du classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants, une société peut ignorer uniquement les options de conversion qui sont comptabilisées à titre de capitaux propres. La direction analyse actuellement, mais n'a pas encore déterminé, l'incidence de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés du Groupe.

Modifications à IAS 37 – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Le 14 mai 2020, l'IASB a publié « Contrats déficitaires : Coûts d'exécution du contrat (modifications d'IAS 37) », qui vient préciser les coûts dont une société doit tenir compte pour évaluer si un contrat est déficitaire. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022 et s'appliquent aux contrats en vigueur à la date à laquelle les modifications sont appliquées pour la première fois. À la date de première application, l'effet cumulatif de l'application des modifications est comptabilisé comme un ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués ou, s'il y a lieu, d'une autre composante des capitaux propres. Les chiffres comparatifs ne sont pas retraités. La direction analyse actuellement, mais n'a pas encore déterminé, l'incidence de cette mesure sur les états financiers consolidés du Groupe.

17. Risques et incertitude

Alithya est exposée à plusieurs risques et incertitudes et est touchée par plusieurs facteurs qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière, son rendement financier, ses flux de trésorerie, ses activités ou sa réputation. Ces risques doivent être pris en considération lors de l'évaluation d'un placement dans Alithya et peuvent, entre autres choses, entraîner un recul du cours des actions à droit de vote subalterne.

Ces risques et incertitudes comprennent, notamment, les facteurs énoncés dans la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021, qui est intégré par renvoi aux présentes dans son intégralité.

18. Évaluation par la direction de nos contrôles et procédures de communication de l'information

Contrôles et procédures de communication de l'information

La Société a établi et maintient des contrôles et des procédures en matière de communication de l'information conçus de manière à fournir une assurance raisonnable que les renseignements importants qui concernent la Société sont transmis au chef de la direction et au chef de la direction financière par d'autres personnes, en particulier pendant la période au cours de laquelle sont dressés les états annuels et intermédiaires aux fins de dépôt, et que l'information devant être divulguée par la Société dans ces états annuels et intermédiaires, ou encore dans d'autres rapports déposés ou soumis par la Société conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes et américaines, est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par ces lois et les règles y afférentes. L'efficacité de ces contrôles et procédures de communication de l'information, au sens du Règlement 52-109, Documents annuels et intermédiaires des émetteurs, adopté par les autorités canadiennes en valeurs mobilières, ainsi qu'au sens des Rules 13a-15(e) et 15d-15(e) prises en application de la loi des États-Unis intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en leur version modifiée, a été évaluée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société, qui ont également participé à l'évaluation, en date de fin du dernier exercice complété de la Société clos le 31 mars 2021. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et les procédures de la Société en matière de communication de l'information étaient efficaces au 31 mars 2021.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

La Société a également établi et maintenu des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière, au sens du Règlement 52-109 adopté par les autorités canadiennes en valeurs mobilières, ainsi qu'au sens des Rules 13a-15(f) et 15d-15(f) prises en application de la loi des États-Unis intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en leur version modifiée. Les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société sont un processus conçu sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société. Ce processus est exécuté par les membres de la direction et d'autres employés clés dans le but de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes, en conformité avec les IFRS établies par l'IASB. L'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société a été évaluée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société, qui ont également participé à l'évaluation, à la fin du dernier exercice de la Société clos le 31 mars 2021, en fonction des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société étaient efficaces au 31 mars 2021.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucune modification n'a été apportée aux contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021, qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui aurait été raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

Limites à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction de la Société reconnaît que les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière, quelle que soit la qualité de leur conception et de leur fonctionnement, ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints. En raison des limites qui leur sont inhérentes, les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière ne peuvent pas prévenir ni détecter toutes les erreurs ou les inexactitudes en temps opportun.

Limites de l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction de la Société a limité l'étendue des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière pour les contrôles, les politiques et les procédures d'Alithya TI, qui a fait l'objet d'une acquisition le 1^{er} avril 2021 et dont les résultats d'exploitation sont inclus dans les états financiers pour le T2 de la Société. Les limites de l'étendue sont conformes au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, lequel permet à un émetteur de limiter la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information en excluant les contrôles, politiques et procédures d'une société acquise au plus tôt 365 jours avant la date de clôture de la période comptable visée par l'attestation.

Depuis la date d'acquisition, Alithya TI a généré des revenus de 35,6 M\$ et une perte nette de 3,8 \$ M\$. De plus, les actifs et passifs courants d'Alithya TI ont compté pour environ respectivement 14,6 % et 15,1 % des actifs et des passifs courants consolidés. Les actifs non courants, qui comprennent les immobilisations incorporelles et le goodwill découlant de l'acquisition, et les passifs non courants ont compté pour environ respectivement 41,7 % et 10,5 % des actifs et des passifs non courants consolidés. Les montants comptabilisés pour les actifs acquis et les passifs pris en charge à la date d'acquisition sont décrits à la note 3 des états financiers pour le T2 et à la rubrique 6 du présent rapport de gestion.